

“Le nombre d’enfants qui dorment dans la rue explose”

vendredi 1 septembre 2023

@cni59-non commercial



“L’Unicef France et la Fédération des acteurs de la solidarité publient leur cinquième baromètre « Enfants à la rue » qui montre une explosion du nombre de personnes n’ayant pu être accueillies dans des structures d’hébergement adaptées malgré leur demande.

Selon les chiffres du baromètre, le nombre d’enfants sans solution d’hébergement est en augmentation de plus de 20 % par rapport à l’année dernière et 2,5 fois supérieur à celui constaté 18 mois auparavant.

Les associations demandent une « trêve scolaire » pour protéger les enfants scolarisés et leur famille de l’expulsion.

Il s’agit d’une véritable explosion du nombre de « personnes en famille n’ayant pas pu être accueillies dans des structures d’hébergement adaptées malgré leur demande auprès du 115 », le numéro d’appel d’urgence pour les sans-abri.

1.990 enfants dont 480 de moins de trois ans

Pour exemple, le collectif avance la nuit du 21 au 22 août pendant laquelle 3.735 personnes en famille n'ont pu être hébergées après avoir sollicité le 115, faute place dans les structures dédiées. Parmi elles se trouvaient « 1.990 enfants, dont 480 de moins de trois ans ». Une nuit qui n'a rien d'extraordinaire puisque 80 % de ces mêmes enfants (soit 1.567) avaient déjà dormi dehors la nuit précédente. Une donnée qui montre le « caractère durable des parcours de rue » selon le collectif.

Si ces chiffres ont de quoi alerter sur la situation, ils ne témoignent que d'une partie de la réalité puisque de nombreuses familles qui ne recourent pas au 115 ou qui vivent en squats ou bidonvilles ne sont pas recensés.

Une « trêve scolaire » pour protéger les enfants

Aussi, le Collectif des Associations Unies, l'UNICEF France, Jamais sans toit, la FCPE et Ecole pour tous rappellent au gouvernement son engagement pris par la voix de l'ancien ministre du logement, Olivier Klein, de n'avoir plus aucun enfant dans la rue et rappellent qu'« en laissant des enfants dormir dans la rue, des abris de fortune ou des hébergements inadaptés, l'Etat français ne respecte pas les droits et principes fondamentaux inscrits dans la Convention internationale des droits de l'enfant ». Ecole Pour Tous rappelle également que cette précarité prive, chaque année, 100.000 enfants de scolarité et demande une « trêve scolaire » pour protéger les enfants scolarisés et leur famille de l'expulsion.

« Comment les enfants peuvent-ils vivre sereinement leur scolarité en passant la nuit dans la rue ou en vivant dans l'instabilité permanente de leur lieu d'hébergement ? », commente dans le communiqué, Adeline Hazan, présidente de l'UNICEF France

Source:

- 20minutes, Romarik Le Dourneuf, 30/08/2023